



Arrêt

n° 258 221 du 15 juillet 2021
dans l'affaire X / V

En cause : 1. X
 2. X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître H. DOTREPPE
 Avenue de la Couronne 88
 1050 BRUXELLES

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA Ve CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 27 janvier 2021 par X et X, qui déclarent être de nationalité indéfinie, contre les décisions du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prises le 21 décembre 2020.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu les dossiers administratifs.

Vu l'ordonnance du 31 mai 2021 convoquant les parties à l'audience du 25 juin 2021.

Entendu, en son rapport, J.-F. HAYEZ, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me H. DOTREPPE, avocat, et Mme R. MULATIN, attachée, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Les actes attaqués

Le recours est dirigé contre deux décisions de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire, prises par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui sont motivées comme suit :

- Concernant Monsieur A.H.F. A.S., ci-après dénommé « le requérant » :

« A. Faits invoqués

Né au Koweït (à Al-Jahra), vous ne disposeriez cependant pas de la citoyenneté de ce pays. Vous seriez de confession musulmane (chiïte).

Selon vos déclarations, vous feriez partie du groupe social des bidoun ("sans nationalité"), sujets à de nombreuses discriminations au Koweït.

A l'appui de votre demande de protection internationale, vous avez invoqué les faits suivants.

Le 2 octobre 2015, vous auriez participé, avec plusieurs centaines de personnes, à une manifestation qui aurait eu lieu à Taymaa secteur 2, afin de réclamer vos droits à l'enseignement et aux soins de santé. La police aurait chargé les manifestants et fait usage de gaz lacrymogène et de balles en caoutchouc. Vous auriez tenté de prendre la fuite mais auriez été arrêté par la police et conduit à une prison où vous auriez été torturé pendant un mois. Avant de vous relâcher, les policiers vous auraient enjoint de signer "des papiers". Étant analphabète et ne parvenant pas à lire le contenu desdits "papiers", vous auriez refusé de signer, mais l'enquêteur vous aurait fait savoir que vous ne seriez pas libéré avant la signature des documents qu'il vous aurait présentés. Vous auriez été contraint de signer, et le lendemain vous auriez été relâché. Après avoir signé les documents en question, vous auriez appris que le contenu stipulait que vous seriez un opposant à l'Etat Koweïtien et que vous vous engagiez à ne plus prendre part à d'autres manifestations, ce que vous auriez fait pendant plusieurs années. En 2019, vous auriez toutefois décidé de participer à une manifestation organisée par les bidoun et qui devait avoir lieu le 11 janvier de la même année. Or, la veille, un ami prénommé [K] vous aurait averti par téléphone que plusieurs activistes qui se trouvaient dans la même situation que vous – à savoir, arrêtés précédemment et contraints de signer l'engagement stipulant qu'ils ne participeraient plus à des manifestations réclamant les droits des bidoun – avaient été interpellés par la police. Prenant peur, vous ne seriez pas rentré chez vous, et le même jour, à l'aube, la police aurait effectué une descente chez vous et se serait enquis de vous auprès de votre famille. Le lendemain au soir, la police aurait de nouveau perquisitionné votre domicile en votre absence. Vous vous seriez caché dans les champs puis deux jours avant votre départ du Koweït, votre épouse, accompagnée de vos enfants, se serait rendue chez un certain [A. K]. Quelques heures plus tard, vous les y auriez rejoints. Le 2 février 2019, vous auriez quitté votre pays par avion à destination de la Turquie, et le 21 juin 2019 vous seriez arrivé en Belgique.

B. Motivation

Après une analyse approfondie de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif, relevons tout d'abord que vous n'avez fait connaître aucun élément dont il pourrait ressortir des besoins procéduraux spéciaux et que le Commissariat général n'a de son côté constaté aucun besoin procédural spécial dans votre chef.

Par conséquent, aucune mesure de soutien spécifique n'a été prise à votre égard, étant donné qu'il peut être raisonnablement considéré que vos droits sont respectés dans le cadre de votre procédure d'asile et que, dans les circonstances présentes, vous pouvez remplir les obligations qui vous incombent.

Force est de constater que vous ne fournissez pas d'éléments suffisants permettant de considérer qu'il existerait dans votre chef une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951.

Vous n'avez pas non plus fourni de motifs sérieux prouvant un risque réel que vous subissiez des atteintes graves telles que définies dans le cadre de la protection subsidiaire à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

Relevons tout d'abord que le motif principal de votre fuite du Koweït serait votre crainte d'être arrêté par la police koweïtienne car vous aviez pris la décision de prendre part à une manifestation qui devait avoir lieu le 11 janvier 2019 – nonobstant votre engagement en 2015 de ne plus participer à des manifestations organisées par les bidoun –; à la suite de laquelle les forces de sécurité auraient fait une descente chez vous à deux reprises afin de s'enquérir de vous (cf. p. 6 de l'entretien personnel).

Cependant, vous n'avez à aucun moment versé à votre dossier un quelconque document établissant la réalité des faits invoqués à la base de votre demande de protection internationale (à savoir par exemple, des articles de presse ou des rapports émanant d'associations de défense des droits de l'homme voire des vidéos concernant votre participation à la manifestation du 2 octobre 2015 ou votre arrestation pendant un mois à l'époque, dans la mesure où de nombreux articles et vidéos consacrés aux manifestations organisées par les bidoun et à l'arrestation d'activistes en 2015, sont diffusés sur Internet), ce que l'on pouvait raisonnablement attendre de votre part. Soulignons que les recherches

que nous avons effectuées sur Internet n'ont permis de trouver aucune preuve quant à votre arrestation pendant un mois en 2015 ou le fait que vous soyez recherché par les autorités koweïtiennes. Relevons également que votre nom n'est nullement cité parmi ceux des bidoun arrêtés lors des manifestations ayant eu lieu en 2015.

De plus, alors que vous soutenez ne plus avoir pris part à aucune activité depuis 2015, il est plus qu'étonnant que les autorités koweïtiennes aient eu vent de votre désir de participer à celle du 11 janvier 2019. Interrogé explicitement à ce sujet (cf. p. 9 de l'entretien personnel) vous n'avez pas été en mesure de donner une explication convaincante, vous bornant à dire que les bidoun se réunissaient et exprimaient leur volonté de participer à ladite manifestation ("**Comment la police savait que vous aviez l'intention de participer à la manifestation du 11 janvier 2019 alors que depuis 2015, vous n'aviez participé à aucune manifestation? Moi je ne sais pas, mais les gens se réunissaient dans les lieux de rencontres (diwans) et les gens disaient on va participer à la manifestation, ce n'était pas un secret, c'était déclaré**").

De surcroît, alors que vous prétendez que les autorités koweïtiennes auraient arrêté des bidoun qui, à votre instar, avaient déjà été arrêtés et contraints de signer un engagement à ne plus participer à des manifestations, les informations mises à la disposition du Commissariat général et dont une copie est jointe au dossier administratif stipulent que la police koweïtienne n'a procédé à l'arrestation d'aucun bidoun dans le cadre de la manifestation du 11 janvier 2019. Mis face à ces informations (cf. p. 10 de l'entretien personnel), vous n'avez pas pu donner une réponse convaincante en déclarant: "d'après ce que je sais, ils venaient arrêter les gens chez eux à la maison, je n'ai pas dit qu'ils étaient arrêtés à la manifestation". Lorsqu'il vous a été demandé si vous pouviez fournir des preuves concernant ces arrestations, vous avez répondu : "je n'ai pas été arrêté". Quand la question vous a été posée concernant les personnes arrêtées le 10 et le 12 janvier 2019, vous avez fourni une réponse qui ne nous semble guère convaincante ("**pouvez-vous apporter des preuves que des gens ont été arrêtés le 10 et le 12 janvier 2019 ? Je ne sais pas comment je peux obtenir ces preuves-là**") (cf. p. 10 de l'entretien personnel)

D'autre part, vos propos au cours de votre entretien personnel manquent de cohérence.

Ainsi, à la page 6 de votre entretien personnel, vous déclarez que vos amis auraient été arrêtés au cours de la manifestation du 11 janvier 2019 – ce qui, relevons-le, est déjà contradictoire tant avec les informations susmentionnées qu'avec vos propos rapportés ci-dessus – alors que, plus loin dans votre récit (cf. p. 8 idem), invité à citer les noms de vos amis en question, vous en avez été incapable. Prié à donner une explication à ce sujet (cf. p. 9 idem), vous avez prétendu qu'un seul de vos amis (un certain [K. A.-B]) aurait été arrêté.

Force est également de constater que la comparaison de vos déclarations avec les réponses que vous avez données lorsque vous avez rempli le questionnaire du CGRA, ont permis de mettre en lumière d'importantes contradictions.

Ainsi tout d'abord, dans le questionnaire, vous avez soutenu avoir participé à la manifestation ayant eu lieu en janvier 2019, déclaration démentie dans le cadre de votre entretien personnel. Confronté à cette contradiction (cf. p. 9 de l'entretien personnel), vous n'avez pas pu donner une explication valable en maintenant vos déclarations faites au Commissariat général ("Non. Nous préparons la manifestation, mais je n'y ai pas participé"). Cette réponse n'est pas valable car vous avez précisé dans le questionnaire que vous aviez bel et bien participé à la manifestation du 11 janvier 2019 en manquant à votre engagement signé lors de votre détention en 2015. Invité à vous expliquer sur ce point (ibidem), vous vous êtes borné à démentir vos déclarations faites à l'OE.

Par ailleurs, alors que vous certifiez avoir pris part à de nombreuses manifestations depuis 2011 (cf. p. 9 de l'entretien personnel), votre épouse a affirmé que vous n'aviez participé qu'à deux, voire une seule manifestation (cf. p. 6 de son entretien personnel). Confronté à cette divergence (cf. p. 9 de l'entretien personnel), vous n'avez pas été à même de donner une réponse convaincante vous limitant à dire : "Moi je sais mieux, j'avais l'intention de participer à la deuxième manifestation (soit celle du 11 janvier 2019) mais ils me pourchassaient et je n'avais pas participé". Explication qui, quoi qu'il en soit de la divergence qu'elle comporte avec les allégations de votre épouse, contredit vos propos précédents.

De ce qui précède, il appert que vous ne fournissez pas d'élément qu'il existe, en ce qui vous concerne, de sérieuses indications d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du

28 juillet 1951 ou en l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers. »

- Concernant Madame A.A.F. A.S., ci-après dénommée « la requérante » :

« A. Faits invoqués

Née au Koweït (à Al-Jahra), vous ne disposeriez cependant pas de la citoyenneté de ce pays. Vous seriez de confession musulmane (chiite).

A l'appui de votre demande de protection internationale, vous avez invoqué les faits suivants.

Le 2 octobre 2015, votre époux aurait été arrêté et détenu pendant un mois à la suite de sa participation à une manifestation réclamant les droits des bidoun. En 2019, alors que les bidoun préparaient l'organisation d'une manifestation qui devait avoir lieu le 11 janvier afin de réclamer leurs droits ; les forces de l'ordre auraient procédé la veille (soit le 10 janvier 2019) à l'arrestations de plusieurs activistes. Averti par un ami, votre mari se serait caché, et dans la nuit du 10 au 11 janvier, les forces de l'ordre auraient fait une descente chez vous et demandé après votre mari. Deux jours plus tard, les policiers auraient une nouvelle fois perquisitionné votre domicile à la recherche de votre mari. Craignant que ce dernier soit de nouveau arrêté et emprisonné, vous auriez décidé de quitter votre pays à destination de la Belgique, décision mise à exécution le 20 février 2019.

B. Motivation

Après une analyse approfondie de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif, relevons tout d'abord que vous n'avez fait connaître aucun élément dont il pourrait ressortir des besoins procéduraux spéciaux et que le Commissariat général n'a de son côté constaté aucun besoin procédural spécial dans votre chef.

Par conséquent, aucune mesure de soutien spécifique n'a été prise à votre égard, étant donné qu'il peut être raisonnablement considéré que vos droits sont respectés dans le cadre de votre procédure d'asile et que, dans les circonstances présentes, vous pouvez remplir les obligations qui vous incombent.

Force est de constater que vous ne fournissez pas d'éléments suffisants permettant de considérer qu'il existerait dans votre chef une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951.

Vous n'avez pas non plus fourni de motifs sérieux prouvant un risque réel que vous subissiez des atteintes graves telles que définies dans le cadre de la protection subsidiaire à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

En effet, d'après vos déclarations faites au Commissariat général, il s'avère que votre demande d'asile se base intégralement sur les motifs invoqués par votre époux (Monsieur [A. S. A. H. F] S.P. [XXXXXX]), et que vous n'avancez aucun motif de fuite qui soit personnel. Or, dans le cadre de la demande de protection internationale que votre époux a introduite, j'ai pris une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire. Il convient dès lors de réserver un traitement similaire à votre propre demande de protection internationale. La décision de votre conjoint est libellée comme suit:

« Après une analyse approfondie de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif, relevons tout d'abord que vous n'avez fait connaître aucun élément dont il pourrait ressortir des besoins procéduraux spéciaux et que le Commissariat général n'a de son côté constaté aucun besoin procédural spécial dans votre chef.

Par conséquent, aucune mesure de soutien spécifique n'a été prise à votre égard, étant donné qu'il peut être raisonnablement considéré que vos droits sont respectés dans le cadre de votre procédure d'asile et que, dans les circonstances présentes, vous pouvez remplir les obligations qui vous incombent.

Force est de constater que vous ne fournissez pas d'éléments suffisants permettant de considérer qu'il existerait dans votre chef une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951.

Vous n'avez pas non plus fourni de motifs sérieux prouvant un risque réel que vous subissiez des atteintes graves telles que définies dans le cadre de la protection subsidiaire à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

Relevons tout d'abord que le motif principal de votre fuite du Koweït serait votre crainte d'être arrêté par la police koweïtienne car vous aviez pris la décision de prendre part à une manifestation qui devait avoir lieu le 11 janvier 2019 – nonobstant votre engagement en 2015 de ne plus participer à des manifestations organisées par les bidoun –; à la suite de laquelle les forces de sécurité auraient fait une descente chez vous à deux reprises afin de s'enquérir de vous (cf. p. 6 de l'entretien personnel).

Cependant, vous n'avez à aucun moment versé à votre dossier un quelconque document établissant la réalité des faits invoqués à la base de votre demande de protection internationale (à savoir par exemple, des articles de presse ou des rapports émanant d'associations de défense des droits de l'homme voire des vidéos concernant votre participation à la manifestation du 2 octobre 2015 ou votre arrestation pendant un mois à l'époque, dans la mesure où de nombreux articles et vidéos consacrés aux manifestations organisées par les bidoun et à l'arrestation d'activistes en 2015, sont diffusés sur Internet), ce que l'on pouvait raisonnablement attendre de votre part. Soulignons que les recherches que nous avons effectuées sur Internet n'ont permis de trouver aucune preuve quant à votre arrestation pendant un mois en 2015 ou le fait que vous soyez recherché par les autorités koweïtiennes. Relevons également que votre nom n'est nullement cité parmi ceux des bidoun arrêtés lors des manifestations ayant eu lieu en 2015.

*De plus, alors que vous soutenez ne plus avoir pris part à aucune activité depuis 2015, il est plus qu'étonnant que les autorités koweïtiennes aient eu vent de votre désir de participer à celle du 11 janvier 2019. Interrogé explicitement à ce sujet (cf. p. 9 de l'entretien personnel) vous n'avez pas été en mesure de donner une explication convaincante, vous bornant à dire que les bidoun se réunissaient et exprimaient leur volonté de participer à ladite manifestation ("**Comment la police savait que vous aviez l'intention de participer à la manifestation du 11 janvier 2019 alors que depuis 2015, vous n'aviez participé à aucune manifestation?** Moi je ne sais pas, mais les gens se réunissaient dans les lieux de rencontres (diwans) et les gens disaient on va participer à la manifestation, ce n'était pas un secret, c'était déclaré").*

*De surcroît, alors que vous prétendez que les autorités koweïtiennes auraient arrêté des bidoun qui, à votre instar, avaient déjà été arrêtés et contraints de signer un engagement à ne plus participer à des manifestations, les informations mises à la disposition du Commissariat général et dont une copie est jointe au dossier administratif stipulent que la police koweïtienne n'a procédé à l'arrestation d'aucun bidoun dans le cadre de la manifestation du 11 janvier 2019. Mis face à ces informations (cf. p. 10 de l'entretien personnel), vous n'avez pas pu donner une réponse convaincante en déclarant: "d'après ce que je sais, ils venaient arrêter les gens chez eux à la maison, je n'ai pas dit qu'ils étaient arrêtés à la manifestation". Lorsqu'il vous a été demandé si vous pouviez fournir des preuves concernant ces arrestations, vous avez répondu : "je n'ai pas été arrêté". Quand la question vous a été posée concernant les personnes arrêtées le 10 et le 12 janvier 2019, vous avez fourni une réponse qui ne nous semble guère convaincante ("**pouvez-vous apporter des preuves que des gens ont été arrêtés le 10 et le 12 janvier 2019 ?** Je ne sais pas comment je peux obtenir ces preuves-là") (cf. p. 10 de l'entretien personnel)*

D'autre part, vos propos au cours de votre entretien personnel manquent de cohérence.

Ainsi, à la page 6 de votre entretien personnel, vous déclarez que vos amis auraient été arrêtés au cours de la manifestation du 11 janvier 2019 – ce qui, relevons-le, est déjà contradictoire tant avec les informations susmentionnées qu'avec vos propos rapportés ci-dessus – alors que, plus loin dans votre récit (cf. p. 8 idem), invité à citer les noms de vos amis en question, vous en avez été incapable. Prié à

donner une explication à ce sujet (cf. p. 9 idem), vous avez prétendu qu'un seul de vos amis (un certain [K. A.-B]) aurait été arrêté.

Force est également de constater que la comparaison de vos déclarations avec les réponses que vous avez données lorsque vous avez rempli le questionnaire du CGRA, ont permis de mettre en lumière d'importantes contradictions.

Ainsi tout d'abord, dans le questionnaire, vous avez soutenu avoir participé à la manifestation ayant eu lieu en janvier 2019, déclaration démentie dans le cadre de votre entretien personnel. Confronté à cette contradiction (cf. p. 9 de l'entretien personnel), vous n'avez pas pu donner une explication valable en maintenant vos déclarations faites au Commissariat général ("Non. Nous préparions la manifestation, mais je n'y ai pas participé"). Cette réponse n'est pas valable car vous avez précisé dans le questionnaire que vous aviez bel et bien participé à la manifestation du 11 janvier 2019 en manquant à votre engagement signé lors de votre détention en 2015. Invité à vous expliquer sur ce point (ibidem), vous vous êtes borné à démentir vos déclarations faites à l'OE.

Par ailleurs, alors que vous certifiez avoir pris part à de nombreuses manifestations depuis 2011 (cf. p. 9 de l'entretien personnel), votre épouse a affirmé que vous n'aviez participé qu'à deux, voire une seule manifestation (cf. p. 6 de son entretien personnel). Confronté à cette divergence (cf. p. 9 de l'entretien personnel), vous n'avez pas été à même de donner une réponse convaincante vous limitant à dire : "Moi je sais mieux, j'avais l'intention de participer à la deuxième manifestation (soit celle du 11 janvier 2019) mais ils me pourchassaient et je n'avais pas participé". Explication qui, quoi qu'il en soit de la divergence qu'elle comporte avec les allégations de votre épouse, contredit vos propos précédents.

De ce qui précède, il appert que vous ne fournissez pas d'élément qu'il existe, en ce qui vous concerne, de sérieuses indications d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou en l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire. »

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers. »

2. Thèses des parties

2.1. Les faits invoqués

Les requérants affirment être nés et avoir toujours vécu au Koweït ; ils se déclarent apatrides et membres de la communauté bidoun. A l'appui de leurs demandes de protection internationale, ils invoquent une crainte d'être persécutés par les autorités koweïtiennes qui reprocheraient au requérant d'avoir voulu participer à une manifestation en faveur des Bidouns qui devait se tenir le 11 janvier 2019. Par ailleurs, le 2 octobre 2015, le requérant aurait été arrêté alors qu'il participait à une manifestation visant à réclamer des droits pour les Bidouns. Il aurait été détenu et torturé en prison pendant un mois et il aurait été libéré après avoir été contraint de signer des documents par lesquels il reconnaissait être un opposant et s'engageait à ne plus participer à des manifestations en faveur des Bidouns. Enfin, de manière générale, les requérants invoquent les discriminations dont les Bidouns sont victimes au Koweït.

2.2. Les motifs des décisions attaquées

La partie défenderesse refuse de reconnaître la qualité de réfugié aux requérants et de leur accorder le statut de protection subsidiaire en raison essentiellement de l'absence de crédibilité de leurs récits. Tout d'abord, elle relève que le requérant ne dépose aucun document établissant la réalité des faits qu'il invoque. Elle souligne que les recherches qu'elle a effectuées sur internet n'ont pas permis de trouver la moindre preuve de l'arrestation et de la détention du requérant en 2015, ni la preuve des recherches dont il ferait l'objet. Elle observe que le nom du requérant n'est pas cité parmi les Bidouns arrêtés lors des manifestations ayant eu lieu en 2015. Elle estime que le requérant ne parvient pas à expliquer comment les autorités koweïtiennes auraient eu vent de son désir de participer à la manifestation du 11

janvier 2019 alors qu'il n'avait plus participé à aucune activité depuis 2015. Elle fait valoir que, selon les informations à sa disposition, la police koweïtienne n'a procédé à l'arrestation d'aucun bidoun dans le cadre de la manifestation du 11 janvier 2019. Elle considère que ces informations contredisent les propos du requérant selon lesquels ses amis auraient été arrêtés au cours de la manifestation du 11 janvier 2019. De plus, elle constate que le requérant a seulement pu citer le nom d'un de ses amis qui aurait été arrêté lors de cette manifestation. Elle relève également une contradiction entre le Questionnaire CGRA complété par le requérant et les déclarations qu'il a tenues au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides concernant sa participation à la manifestation du 11 janvier 2019. En outre, elle constate que les requérants tiennent des propos divergents sur le nombre de manifestations auxquelles le requérant aurait participé depuis 2011 tandis que les propos du requérant à cet égard sont également discordants.

2.3. La requête

2.3.1. Dans leurs recours introduits devant le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après « le Conseil »), les parties requérantes confirment l'exposé des faits figurant dans les décisions entreprises.

2.3.2. Sous un moyen unique, elles invoquent « *la violation de l'art. 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, des articles 48/3, 48/4, 48/5, 48/6, 48/7, 55/2 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, de l'article 1D de la Convention de Genève, de l'article 28 de la Constitution ainsi que du principe général de bonne administration et du contradictoire, et de l'erreur manifeste d'appréciation* » (requête, p. 3).

2.3.3. Elles contestent l'analyse de la partie défenderesse et estiment que leurs déclarations sont cohérentes, détaillées, plausibles et que la crédibilité générale de leurs récits doit être tenue pour établie. Elles considèrent que la partie défenderesse commet une erreur manifeste d'appréciation en estimant que l'unique raison des craintes des requérants serait la participation du requérant à une manifestation du 11 janvier 2019. Elles font valoir que la crainte des requérants tient à leur statut de « *Bidoun* » au Koweït, c'est-à-dire de personnes qui n'ont aucune existence légale ; elles soulignent que la manifestation du 11 janvier 2019 n'est que le reflet de cette situation et en aucun cas la raison principale de leur crainte. Elles relèvent que la partie défenderesse n'analyse absolument pas si la circonstance d'être considéré comme « *Bidoun* » constitue ou non une crainte au sens de la convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés et des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée « *la loi du 15 décembre 1980* »). Elles s'étonnent que la partie défenderesse ait reproché au requérant d'avoir participé à la manifestation du 11 janvier 2019.

2.3.4. Elles sollicitent, à titre principal, la réformation des décisions attaquées et la reconnaissance de la qualité de réfugié aux requérants. A titre subsidiaire, elles demandent l'annulation des décisions attaquées.

2.4. Le nouveau document

Par le biais d'une note complémentaire déposée à l'audience, les parties requérantes déposent un rapport intitulé : « *PROFIL NANSEN 2-21. Reconnaissance de la qualité d'apatride à une famille de Bidoun du Koweït* » (dossier de la procédure, pièce 7).

3. L'appréciation du Conseil

3.1. En l'espèce, dans l'état actuel des dossiers administratifs et des éléments présents dans le dossier de la procédure, le Conseil estime ne pas pouvoir conclure à la confirmation ou à la réformation des décisions attaquées sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires portant sur des éléments importants des présentes demandes de protection internationale.

3.2. Tout d'abord, le Conseil estime que les motifs des décisions attaquées sont totalement insuffisants pour remettre en cause l'arrestation et la détention du requérant survenues en 2015. De plus, le requérant n'a quasiment pas été interrogé sur le déroulement de cette détention de sorte que le Conseil n'est pas en mesure d'évaluer la crédibilité de cet aspect important du récit du requérant.

3.3. Par ailleurs, la partie défenderesse ne remet pas en cause la qualité de bidoun des requérants et le fait qu'ils sont originaires du Koweït. Le Conseil considère également qu'il n'y a aucune raison de remettre en cause ces éléments. En l'espèce, dans leur recours et leur note complémentaire déposée à l'audience du 25 juin 2021, les parties requérantes invoquent une crainte spécifique liée à leur statut de « Bidoun » au Koweït. Pour étayer cette crainte, elles annexent à leur note complémentaire un rapport intitulé : « *PROFIL NANSEN 2-21. Reconnaissance de la qualité d'apatride à une famille de Bidoun du Koweït* » (dossier de la procédure, pièce 7). A la lecture de ce document, le Conseil constate que la situation des Bidouns vivant au Koweït est particulièrement préoccupante et qu'il y a lieu de faire preuve d'une grande prudence dans l'examen des demandes de protection internationale des Bidouns résidant au Koweït, en particulier ceux qui, comme les requérants, déclarent n'y avoir aucun titre de séjour régulier. Or, le Conseil constate que la partie défenderesse ne se prononce pas sur la situation des Bidoun du Koweït outre qu'elle ne dépose aucun document concernant cette thématique. Dès lors, le Conseil invite la partie défenderesse à déposer des informations pertinentes et actualisées sur la situation des Bidouns installés au Koweït, en ce compris ceux qui n'y détiendraient pas un titre de séjour régulier.

3.4. De plus, durant leurs entretiens personnels au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, les requérants ont spontanément évoqué les discriminations et privations des droits de l'homme dont ils auraient été victimes au Koweït en raison de leur appartenance à la communauté bidoun (notes de l'entretien personnel du requérant, pp. 4, 11 et notes de l'entretien personnel de la requérante, p. 7). Toutefois, le Conseil constate que la partie défenderesse n'a pas interrogé les requérants sur ces éléments de leur vécu. Ainsi, dans l'état actuel de l'instruction, le Conseil n'est donc pas en mesure de se prononcer en connaissance de cause sur le bienfondé de la crainte des requérants liée à leur qualité de Bidoun. Dès lors, il est nécessaire que la partie défenderesse auditionne les requérants de manière approfondie sur les discriminations et les problèmes qu'ils auraient rencontrés au Koweït en raison de leur qualité de Bidouns.

3.5. En conclusion, après examen des pièces de la procédure et des dossiers administratifs, il apparaît qu'il manque des éléments essentiels qui impliquent que le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation des décisions attaquées sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires. Toutefois, le Conseil n'a pas compétence pour procéder lui-même à cette instruction (articles 39/2, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, et 39/76, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 et exposé des motifs de la loi réformant le Conseil d'État et créant le Conseil du Contentieux des Etrangers, exposé des motifs, Doc.parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2479/001, pages 95 et 96).

Ces mesures d'instruction complémentaires devront au minimum porter sur les points suivants, étant entendu qu'il appartient aux deux parties de mettre tous les moyens utiles en œuvre afin de contribuer à l'établissement des faits.

- Nouvelle audition du requérant portant sur sa détention survenue en 2015 ;
- Nouvelle audition des requérants portant sur les problèmes et discriminations qu'ils déclarent avoir rencontrés au Koweït en raison de leur qualité de Bidouns ;
- Dépôt d'informations complètes et actualisées sur la situation de la communauté Bidoun au Koweït, en particulier ceux qui y vivent de manière irrégulière ;
- Examen de la crainte des requérants liée à leur qualité de Bidoun du Koweït à l'aune des informations pertinentes qui auront été recueillies ;
- Examen de la note complémentaire déposée par les requérants et du rapport qui y est joint (point 2.4. du présent arrêt).

3.6. En conséquence, conformément aux articles 39/2, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, et 39/76, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, il y a lieu d'annuler les décisions attaquées afin que le Commissaire général procède aux mesures d'instruction nécessaires, pour répondre aux questions soulevées dans le présent arrêt.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

Les décisions rendues le 21 décembre 2020 par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides sont annulées.

Article 2

L'affaire est renvoyée au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le quinze juillet deux mille vingt et un par :

M. J.-F. HAYEZ,	président f.f., juge au contentieux des étrangers,
-----------------	--

M. J. MALENGREAU,	greffier assumé.
-------------------	------------------

Le Greffier,

Le Président,

J. MALENGREAU

J.-F. HAYEZ